Annex 27

Public, redacted

Numéro ou Nom de la victime : [REDACTED]
Date : 20-03-2010

1. Avez-vous compris la procédure de contestation de la recevabilité de l'affaire initiée par M. Bemba devant la CPI ? Souhaitez-vous vous exprimer sur ladite procédure ?

Si M. BEMBA est honnête, il n'a pas le droit de contester la recevabilité de la procédure initiée contre lui. Sa requête est illégale. En tant que vice-président de la République démocratique du Congo, il reconnaît la compétence de la CPI en matière de jugement des crimes dont son pays et la RCA ont ratifié le gouvernement centrafricain, fidèle à sa ratification du traité de Rome s'était incliné pour demander à la CPI de venir juger des crimes commis par M. BEMBA sur son territoire.

2. Avez-vous connaissance d'une quelconque procédure à l'encontre de M. Bemba ouverte par les autorités centrafricaines dans la période 2003 - 2006 ?

Si les autorités centrafricaines avaient engagé une procédure contre M. BEMBA, pourquoi la Cour de cassation de la République centrafricaine avait-elle déclaré l'incapacité de la justice centrafricaine à juger des crimes commis par M. BEMBA sur le sol centrafricain ? Pourquoi le gouvernement centrafricain avait-il demandé au procureur de la Cour de venir poursuivre les crimes et de les juger dans la transparence pour l'intérêt des victimes ? Pourquoi quand M. BEMBA était arrêté en Belgique les autorités centrafricaines n'avaient-elles pas demandé son extradition vers la RCA pour être jugé ? Excusez-moi, M. BEMBA est en train de torpiller la procédure de la CPI.

3. Pensez-vous que la justice centrafricaine pourrait être en mesure de juger M. Bemba ?

La justice centrafricaine par l'intermédiaire de sa plus haute juridiction, la Cour de cassation, avait déjà décliné sa responsabilité dans cette affaire. Elle est incompétente de juger M. BEMBA et aucun victime de la République centrafricaine ne pourra accepter que la justice centrafricaine corrompue et politisée puisse juger M. BEMBA.

Numéro ou Nom de la victime : [REDACTED]
Date : 20-03-2010

4. Pensez-vous que la justice centrafricaine pourrait être en mesure de garantir les droits des victimes ?

Depuis les conflits survenus en Centrafrique, même après le succès patriotique du 15 Mars 2003, la justice Centrafricaine ne s'est jamais préoccupée à garantir d'une manière quelconque les droits des victimes. Elle ne sera jamais capable de promouvoir les droits des victimes, ni à les protéger.

5. Pour quelles raisons voulez-vous participer dans l'affaire contre M. Bemba devant la Cour pénale internationale ?

J'ai voulu participer dans l'affaire contre N. Bemba devant la CPI parce que les soldats du RLC de M. Jean Pierre Bemba Likombo, ont pris d'assaut mon domicile, ils m'ont violé, m'ont soumis à une prostitution forcée durant plusieurs semaines, ont pillé toute ma maison, enlevé ma voiture, ont séquestré mon garçon.

A cause des soldats du RLC, j'ai souffert aujourd'hui d'une crise d'hypertension artérielle.
C'est pourquoi j'ai décidé d'aller devant la CPI pour demander à N. Bemba de réparer tous les préjudices subis.

[REDACTED]